

venu à un compromis. J'exhorte le gouvernement à songer encore à la possibilité d'une conférence, soit entre le premier ministre et le chef de l'opposition, soit entre les cinq chefs de partis, afin que l'on puisse en arriver à un compromis au sujet du choix d'un modèle de drapeau. Dans ce dessein, malgré ce qu'on a dit ici, je ne me préoccupe pas, dans mes observations, du modèle du drapeau, car je ne crois pas que ce soit aussi important que de trouver un moyen de régler la question et de sauver la réputation du Parlement.

Il y a une autre proposition que je voudrais faire au gouvernement, en termes aussi pressants que je le puis. Tout cela repose sur la seconde remarque, selon laquelle le parti conservateur nous dira que son but est d'empêcher l'adoption d'une mesure pertinente. Si tel est le cas, j'engage instamment le gouvernement non seulement à siéger jusqu'au bout sans songer à la clôture, en restant disposé à la tenue de conférences, mais aussi à faire le nécessaire pour qu'à partir de maintenant le débat sur le drapeau n'occupe que trois jours par semaine. Je tiens à signaler que j'essaie d'être raisonnable et de formuler une proposition pratique. Je propose donc que nous consacrons dorénavant un jour par semaine aux prévisions budgétaires, comme c'est le cas actuellement, trois jours par semaine au drapeau, et l'autre journée, qui pourrait être le lundi, à d'autres mesures législatives. Il y aurait, par exemple, le régime de pension du Canada.

M. Forbes: Il n'est pas prêt.

M. Knowles: Il y a aussi le remaniement de la carte électorale, la loi sur les chemins de fer, la loi sur les banques et toutes sortes d'autres mesures. Mon honorable ami dit que la première mesure mentionnée n'est pas prête, mais j'incite le gouvernement à la préparer. Le gouvernement a bien dit il y a une semaine ou deux que si le débat se terminait avant les vacances projetées, nous pourrions discuter du régime de pension. Abordons cette mesure, ainsi que le code national du travail. L'étude de ces questions est promise depuis le début de la session et la liste est longue.

A mon sens, si nous n'avons pas le choix et qu'il faille aller jusqu'au bout d'un long débat sur cette question, qui déprécie le Parlement aux yeux de la population, nous pourrions dans une bonne mesure rectifier l'idée qu'on a de nous et améliorer considérablement notre position si, chaque semaine, pendant que le débat se poursuit, nous consacrons un jour aux prévisions budgétaires et un autre à ces importantes mesures législatives. Ainsi, sachant que les séances sont planifiées, les députés ne seraient pas tentés de prolonger le débat du lundi sur les autres

[M. Knowles.]

mesures, ni celui du vendredi sur les prévisions budgétaires. Nous pourrions alors commencer à nous racheter et terminer l'étude de certains problèmes, de sorte que nous aurions bien meilleure presse qu'à l'heure actuelle.

Peu m'importe qu'on ait interrompu mon discours par des remarques ou des rappels au Règlement. Qu'un tel discours, où l'on marche sur les pieds d'autrui, provoque des observations comme celles que j'ai entendues, quoi de plus naturel? Mais j'espère avoir marché sur les pieds de l'un et de l'autre parti. Je comprends dans quelle situation se trouve un gouvernement qui doit faire face à un débat—passez-moi l'expression—interminable, à en juger d'après les chiffres que j'ai cités. Même si le gouvernement estime que l'opposition a tort et se montre injuste en agissant comme elle le fait, c'est lui qui reste le gouvernement. Il conserve la responsabilité du Parlement et demeure comptable de cette institution devant le peuple. C'est dire qu'il ne doit rien négliger pour faire en sorte que le Parlement crée une impression beaucoup plus favorable que celle qu'il donne depuis trois ou quatre mois, quand il discute du drapeau. Le meilleur moyen d'y arriver serait que tout le monde convienne de mettre fin au débat et de passer à autre chose, à défaut de quoi je prierais le gouvernement d'accepter ma proposition, qui consisterait à ne consacrer au débat sur le drapeau que trois jours par semaine, un quatrième étant affecté à un autre projet de loi et le cinquième, aux prévisions budgétaires. Si nous agissons de la sorte et tenons des conférences entre les chefs de parti au sujet des travaux de la Chambre, des conférences sur la redistribution et sur le régime de pensions du Canada et des conférences des chefs sur le drapeau, nous démontrerons que nous sommes des gens sensés et d'esprit mûr. Je crois que nous pouvons sauvegarder cette institution et faire de la législature actuelle, non pas une législature qui fera piètre figure dans notre histoire, mais qui en deviendrait l'une des meilleures.

L'hon. M. Churchill: L'honorable député me permettrait-il une question.

M. Knowles: Avec plaisir.

L'hon. M. Churchill: L'honorable député ne voit-il pas que le débat sur le drapeau comporte un principe, qui est de préserver notre histoire et nos traditions contenues dans le drapeau canadien dont certains ont tellement hâte de se défaire?

M. Knowles: Je crois qu'il comporte un principe beaucoup plus grand. Je ne reproche rien à ceux qui préconisent certains modèles de drapeau, mais j'estime que la démocratie parlementaire est beaucoup plus importante et que c'est cette institution que nous devrions d'abord tenter de préserver.